

49728

Distr.
LIMITEE

E/ECA/OAU/TRADE/Exp/2(vi)
26 janvier 1983

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Réunion extraordinaire du Groupe d'experts
gouvernementaux précédant la Conférence
des ministres africains du commerce
préparatoire à la sixième session
de la CNUCED

18-23 février 1983, Libreville (Gabon)

vi) TECHNOLOGIE

Selon le Plan d'action de Lagos, l'Afrique "comprend le plus grand nombre de pays les moins avancés" et "est le plus en retard et le plus désavantagé dans le domaine de la science et de la technique au service du développement". Les Etats membres y expriment leur désir d'"unir leurs efforts à ceux d'autres pays du tiers monde pour modifier la structure des organismes de financement internationaux pertinents en vue d'établir un meilleur équilibre et de mieux répartir le pouvoir au sein de ces organismes". Il convient donc d'accorder, au sein du groupe du tiers monde, une attention particulière et prioritaire à l'Afrique lors des négociations sur les transferts de technologie (y compris les transferts inverses) avec le Nord. Il en va de même pour les négociations sur les déboursments du Fonds intérimaire des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement et des divers autres programmes des Nations Unies s'occupant de technologie.

La recherche d'une solution à ces problèmes passe par l'élaboration d'une méthode globale et la mise en oeuvre d'efforts à l'échelle nationale, régionale et internationale.

Analyse des progrès accomplie depuis la cinquième session de la CNUCED

La CNUCED a, à sa cinquième session, adopté un certain nombre de résolutions ayant trait à la technologie. Les efforts pour faire appliquer ces résolutions ont eu des résultats divers. La nature diverse des groupes chargés de les appliquer et le protectionnisme injustifié volontairement pratiqué par les principaux détenteurs et exportateurs de technologie n'ont pas rendu cette tâche plus aisée. On trouvera ci-dessous une analyse des progrès réalisés dans l'application de ces résolutions depuis la cinquième session de la CNUCED.

Résolution 101 (V) : Contribution de la CNUCED aux éléments économiques, commerciaux et relatifs au développement du régime de la propriété industrielle dans le cadre de sa révision en cours

Cette résolution fait porter l'accent sur la nécessité de promouvoir les capacités d'invention et d'innovation locales et se félicite de la décision de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle de convoquer la Conférence diplomatique sur la révision de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle. Cette Conférence s'est, jusqu'à ce jour, réunie deux fois : du 4 février au 4 mars 1980 à Genève et du 28 septembre au 24 octobre 1981 à Nairobi. Certains progrès ont été accomplis en ce qui concerne la révision de la Convention de Paris, mais il reste encore un certain nombre de problèmes qui n'ont pas trouvé de solution et qui devront faire l'objet de négociations ultérieures, lors de la troisième session qui doit se tenir très prochainement. La CNUCED doit donc poursuivre ses efforts en ce domaine afin de permettre aux pays en développement de tirer un meilleur profit des échanges ayant trait à la propriété industrielle. Les pays africains doivent prendre une part active aux travaux des deux organisations africaines s'occupant de la propriété industrielle en vue de renforcer leur autonomie collective et préserver leurs intérêts dans les organisations mondiales s'occupant de la propriété intellectuelle.

Résolution 102 (v) : Aspects du transfert inverse de technologie relatifs au développement

Par cette résolution, la CNUCED souligne la nécessité d'entreprendre des efforts collectifs pour mettre fin à l'exode des compétences des pays en développement. Il s'agit là d'un problème toujours délicat et ses aspects politiques et juridiques n'ont pas permis d'y trouver une solution. Les différents aspects de ce problème sont faciles à identifier mais ils ne se prêtent pas à une solution acceptable par tous. Il n'en reste pas moins que ce domaine doit faire l'objet d'une analyse plus détaillée en vue de réduire les effets néfastes de l'exode des compétences des pays africains et même de mettre fin à cet exode.

La Commission du transfert de technologie de la CNUCED a accompli des progrès dans l'application de certaines des dispositions de cette résolution, notamment en ce qui concerne les études sur la possibilité d'attribuer une valeur chiffrée aux courants de main-d'oeuvre qualifiée. A l'échelle régionale, les Etats membres ont adopté le Plan d'action de Lagos qui, dans son chapitre consacré à la science et à la technologie, reconnaît l'importance de ce problème. Il est à noter que certains Etats membres ont déjà pris des mesures visant à mobiliser les efforts destinés à mettre fin à l'exode des compétences.

Résolution 112 (v) : Renforcement des capacités technologiques des pays en développement, y compris l'accélération de leur transformation technologique

Par cette résolution, la CNUCED reconnaît l'importance de la technologie en tant que pilier principal du développement économique et social de tous les pays. L'Afrique doit tout particulièrement mettre l'accent sur l'intégration de la technologie à la programmation du développement rural, sur la mise en valeur de la technologie autochtone en lui accordant la place qui doit être la sienne dans les programmes et plans de développement nationaux, sur l'intégration de la technologie autochtone à l'enseignement et sur la formation de techniciens de tous niveaux pour répondre aux besoins immédiats des Etats du continent.

La résolution reconnaît explicitement le rôle prédominant et dirigeant que les Etats africains doivent jouer en ce domaine, notamment par la promotion de la coopération aux niveaux régional, sous-régional ou autre.

Le Plan d'action de Lagos reconnaît l'importance de la transformation technologique et définit clairement les moyens de réaliser cet objectif. Un certain nombre d'institutions ont été créées en vue d'accélérer la transformation technologique en Afrique, notamment le Centre régional africain de technologie (Dakar, Sénégal), le Centre régional africain de conception et de fabrication techniques (Ibadan, Nigéria) et l'Institut supérieur africain de formation et de recherches techniques (Nairobi, Kenya).

Le financement de la transformation technologique pose un problème grave car il est étroitement lié au programme élargi d'investissements dans tous les secteurs clés.

En ce qui concerne le financement des activités dans le domaine de la science et de la technologie au service du développement, l'Assemblée générale des Nations Unies a, par sa résolution 34/218, défini les premiers mécanismes multisectoriels pour une coopération internationale dans le domaine de la science et de la technologie au service du développement. Pour répondre aux demandes d'aide provenant des Etats africains, le Fonds intérimaire des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement (précurseur du Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement) a pu allouer environ 34 p. 100 des ressources dont il disposait au financement des activités scientifiques et techniques liées au développement des capacités autochtones en Afrique. Les pays africains doivent faire preuve de vigilance et participer activement aux activités du Fonds intérimaire des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement et veiller à ce que les allocations au Système correspondent aux déboursments du Système et aux besoins des pays africains pour leur transformation technologique.

Résolution 113 (V) : Code international de conduite pour le transfert de technologie

Le code international de conduite pour le transfert de technologie a pour objet d'élaborer une réglementation relative aux transactions dans le domaine du transfert de technologie, de définir la conduite que les parties à la transaction doivent adopter et d'identifier les mesures que les Etats doivent prendre pour remplir leurs obligations envers le code. Le Groupe des 77 estime que ce code doit permettre l'élimination de pratiques restrictives et non équitables dans le domaine des transactions technologiques. On trouvera ci-dessous une analyse des progrès accomplis depuis la cinquième session de la CNUCED. L'Assemblée générale a, par sa résolution 36/140, décidé de créer un Comité intérimaire chargé de formuler des propositions relatives aux questions non résolues dans le code. En ce qui concerne l'Afrique, on peut dire que l'on n'a pas réussi à régler les problèmes relatifs aux transferts de technologie et au commerce équitable. La technologie est, à l'échelle mondiale, un marché haussier. Etant donné la nature de ce problème, le Comité intérimaire a tenu quatre réunions en 1982 et doit soumettre son rapport à la cinquième session de la Conférence des Nations Unies chargée d'élaborer un code international de conduite pour le transfert de technologie en 1983.

En dépit des difficultés mentionnées ci-dessus qui n'ont pas permis d'atteindre un consensus sur toutes les dispositions du code international de conduite pour le transfert de technologie, le secrétariat de la CNUCED doit poursuivre et intensifier ses efforts en vue de la conclusion d'un accord définitif.

Parrallèlement, des efforts doivent être entrepris, à l'échelle nationale, en vue d'appliquer de manière adéquate certaines des dispositions du code, notamment en ce qui concerne l'importation de technologie et les clauses de non-contestation afin que les technologies soient transférées dans des conditions équitables.

On s'accorde à penser que la technologie est le pilier principal du développement économique et social de tous les pays. En ce qui concerne l'Afrique et son développement, il faut se rendre compte que lorsque la technologie est mise au service de la production de biens et de services, il est nécessaire de mettre en place des organismes et de former du personnel qualifié et capable de définir les besoins technologiques en matière de développement et de production; d'identifier de nouvelles formes de technologies pouvant répondre à ces besoins; d'identifier des sources d'approvisionnement compétitives; de négocier les droits de propriété ou d'utilisation; de se charger de l'organisation des importations; de mettre en place des systèmes de gestion et d'entretien; d'entreprendre des transferts latéraux en procédant à des adaptations pour une meilleure utilisation ou pour des utilisations nouvelles; et, enfin, de mettre au point de nouvelles formes de technologie.

La dépendance technologique d'une société est fonction de sa capacité à développer les capacités mentionnées ci-dessus; cela révèle son niveau de développement.

La plupart des problèmes d'ordre technologique qui se posent à l'Afrique proviennent du fait que les capacités mentionnées ci-dessus lui font défaut, ce qui, à son tour, explique la dépendance dans laquelle elle se trouve par rapport aux pays industrialisés. Il est donc nécessaire que les pays africains entreprennent des actions bien précises dans certains au moins des domaines définis ci-dessus pour faire en sorte que des solutions d'ordre technologique soient mises au point dans plusieurs secteurs importants de la société.

L'Afrique a, lors de sa participation aux négociations au sein du Groupe des 77 et par l'adoption du Plan d'action de Lagos, exprimé son mécontentement quant au peu de progrès accomplis depuis la cinquième session de la CNUCED vers la réalisation des besoins minimaux exprimés par les délégations africaines, notamment en ce qui concerne l'équité et la portée réelle des transactions technologiques.

En ce qui concerne les transactions relatives aux transferts de technologie, il est urgent de procéder à l'élimination des pratiques restrictives qui ont un effet négatif sur les transactions en matière de technologie et font obstacle au développement des capacités nationales en ce domaine.

Il faut également accorder une attention particulière au problème posé par l'incapacité des négociateurs africains à faire valoir les besoins prioritaires de l'Afrique lors des négociations au sein du Groupe des 77. Cette incapacité a conduit le Groupe africain à accepter divers compromis au sein du Groupe des 77 lorsqu'il s'est agi de définir les besoins des pays en développement et notamment ceux des pays les moins avancés. Il est donc essentiel que l'Afrique accorde toute l'attention requise à la formation d'une équipe de négociateurs qualifiés et compétents qui sauront présenter le point de vue africain plus énergiquement.

En ce qui concerne les besoins et la disponibilité de main-d'oeuvre, les Etats africains doivent, dans leurs efforts pour être maîtres de leurs destinées et exercer leurs droits souverains sur leurs ressources naturelles, prendre des mesures urgentes pour revoir les orientations des programmes d'enseignement et de formation afin de mieux les adapter aux besoins immédiats de chaque pays.

On ne mentionnera ici que deux points :

a) la différence entre les connaissances ordinaires (formules, procédures et pratiques courantes) et les connaissances spécialisées (connaissances scientifiques qui sous-tendent la technologie et sans lesquelles on ne peut procéder ni à des adaptations ni à des innovations);

b) la prédominance, dans les programmes d'enseignement en matière de science et de technologie, de problèmes et de solutions théoriques en général conformes aux modèles que l'on trouve dans les pays développés.

Il s'agit là de deux questions distinctes.

L'un des problèmes les plus délicats qui se pose à l'Afrique, à ce stade critique du développement du continent, est celui du transfert "inverse" de technologie. Ce transfert inverse a pour causes principales le système d'enseignement, les conditions d'emploi, l'environnement professionnel et l'attraction exercée par les conditions existant dans les pays développés. Certains Etats africains ont tenté de remédier à cette situation en mettant en place des mécanismes visant à renverser le cours de l'exode des compétences. A l'échelle internationale, des efforts ont été entrepris en vue de parvenir à un accord sur des procédures et des conventions pour définir une unité de mesure permettant d'évaluer l'exode du personnel qualifié. Si l'on veut que la main-d'oeuvre qualifiée potentiellement disponible soit utilisée de façon efficace pour résoudre les problèmes pressants du développement en Afrique, il est nécessaire de renforcer les efforts entrepris à tous les niveaux en vue de porter remède à cette situation.

Le manque d'information est l'un des obstacles les plus importants à la sélection, à l'acquisition et à l'utilisation de technologies appropriées. Le contexte local joue, à cet égard, un rôle essentiel. Il est aussi important de comprendre la nature et les orientations des transferts de technologie que de disposer des informations nécessaires. Il faut s'assurer que l'offre corresponde à la demande. Des mécanismes doivent être mis en place pour évaluer et promouvoir l'acquisition et la diffusion des informations relatives à la gamme de technologies, de procédés et de produits pouvant être appliqués à un domaine particulier.

Cette méthode est indispensable à la promotion de la recherche-développement ainsi qu'à celle des innovations, à la délivrance de brevets pour des travaux de cette sorte, pour le perfectionnement du personnel qualifié, pour les techniques permettant de rendre le travail moins pénible, pour l'établissement de consultations et d'échanges d'informations avec les autres pays d'Afrique et du tiers monde dans des domaines tels que la dynamique de l'élaboration de politiques et la planification en matière de technologie, pour la mise en place d'une infrastructure, etc..

La recherche - développement pose également, en Afrique, un problème auquel il convient d'accorder toute l'attention requise. Les Etats africains doivent, pour que l'on puisse progresser en ce domaine, permettre l'établissement de conditions compétitives et, en particulier, faire en sorte que les recherches menées dans les universités et dans d'autres établissements soient orientées vers les besoins du développement. En ce qui concerne l'octroi de fonds, les Etats africains doivent augmenter le budget de la recherche - développement et y consacrer une part plus importante de leur budget. Ce n'est qu'alors que la recherche donnera lieu à des inventions ou à des résultats que les entrepreneurs locaux pourront traduire en éléments de production bien précis, assurant ainsi la liaison qui fait actuellement défaut entre les innovations et la production. Cela permettra de résoudre les problèmes dus à la difficulté de commercialiser les résultats obtenus par la recherche - développement.

Il est indispensable que les pays africains mettent au point des moyens technologiques pour des secteurs donnés de leur économie (énergie, transformation des matières premières alimentaires et agricoles, etc.) en suivant les recommandations ci-dessus. Cela suppose que l'on définisse des objectifs dont la réalisation requiert l'utilisation de technologie, que l'on détermine quels sont les instruments nécessaires à la réalisation de cet objectif, notamment les modalités permettant de mobiliser des fonds en faveur des activités dans le domaine de la technologie et de mettre en place des mécanismes pour promouvoir des marchés technologiques (intérieurs et extérieurs) dans le cadre d'une politique et d'un plan technologique intégrés au plan national de développement.

A l'échelle nationale

1. Les Etats africains doivent mettre en place des réseaux d'information sur la technologie liés à d'autres systèmes d'information à l'échelle nationale pour favoriser la diffusion et l'utilisation des technologies au sein de la société. Ces réseaux doivent être reliés aux réseaux régionaux et internationaux pertinents (voir paragraphe 154 du Plan d'action de Lagos).
2. Chaque Etat africain doit mettre en place un mécanisme national pour le développement de la technologie conformément aux principes définis aux paragraphes 126-128 du Plan d'action de Lagos.
3. Les Etats africains doivent, afin que le développement de la technologie, la réglementation relative aux transferts et l'adaptation aux besoins nationaux et sectoriels soient effectifs, mettre en place un nombre suffisant d'institutions appropriées et renforcer celles qui existent déjà afin de leur permettre de contribuer efficacement à la solution des problèmes du développement.
4. Les Etats africains doivent accorder toute l'attention requise à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources humaines nécessaires à la création, dans le domaine de la science et de la technologie, d'une infrastructure (main-d'oeuvre compétente, innovations techniques et capacités productives) en vue d'absorber et d'adapter les technologies importées et de mettre au point des technologies locales pour l'identification, l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles et leur transformation en biens et produits finis et semi-finis. On trouvera, dans les paragraphes 130 à 134 du Plan d'action de Lagos, d'autres aspects relatifs à cette recommandation.

5. L'exode des compétences a, en Afrique, des conséquences économiques, à la fois en ce qui concerne les coûts de formation et les coûts des services devant être rendus par la main-d'œuvre qualifiée. Il convient donc que les Etats africains examinent les conditions de travail locales afin de mettre au point des stimulants permettant de mieux utiliser le personnel autochtone qualifié et d'éviter l'émigration.

6. Les Etats africains doivent augmenter leur budgets de recherche - développement et faire en sorte qu'une part importante de ce dernier soit consacrée au financement de la recherche - développement orientée vers la satisfaction des besoins du développement.

7. Les Etats africains doivent veiller à ce que les sociétés transnationales qui opèrent sur leur territoire utilisent la main-d'œuvre locale dans les travaux de recherche - développement pertinents à chacun de ces pays.

8. Les Etats africains doivent mettre en place des instruments juridiques et des infrastructures institutionnelles pour renforcer leur capacité de négociation et réglementer les importations de technologie afin d'acquérir de nouvelles technologies à meilleur compte. Il conviendra, lors de l'élaboration des instruments juridiques, de tenir compte des dispositions acceptables et pertinentes contenues dans le projet de code international de conduite pour le transfert de technologie.

9. Les Etats africains doivent tout particulièrement s'efforcer de mobiliser des ressources suffisamment importantes pour les activités scientifiques et technologiques au service du développement. Certaines mesures à prendre à cet égard sont définies aux paragraphes 179-183 du Plan d'action de Lagos.

A l'échelle régionale et internationale

1. Les Etats africains doivent demander aux organisations internationales de les aider à renforcer les réseaux d'information régionaux actuellement en place et notamment le Système panafricain de documentation et d'informatique (PADIS).

2. Les Etats africains doivent faire appel aux services des institutions régionales pertinentes dans le domaine de la technologie et, tout particulièrement, à ceux du Centre régional africain de technologie pour permettre la mise en place de mécanismes nationaux en ce domaine. Ils doivent également faire en sorte que ces institutions bénéficient d'un soutien adéquat leur permettant d'accomplir les tâches que les Etats leur ont assignées pour contribuer au progrès et au développement de l'Afrique.

3. Les Etats africains doivent coopérer à l'application des mesures pratiques destinées à mettre fin à l'exode des compétences. Des organismes internationaux tels que la CNUCED, le FMI et l'OIT doivent aider à l'application de ces mesures et à celles de la résolution 32/192 de l'Assemblée générale des Nations Unies; il convient également d'examiner les facilités de financement compensatoire proposées par le FMI et les études de faisabilité relatives à l'évaluation des courants migratoires des ressources humaines.

4. Les organisations internationales doivent accroître leur assistance technique et opérationnelle aux Etats africains pour leur permettre d'appliquer les mesures destinées à renforcer leur capacité technologique et à accélérer leur transformation technologique (voir paragraphes 199-204 du Plan d'action de Lagos).